L'individualisme dans la Déclaration des droits de 1789 et la 'conception individualisée' dans la Turquie contemporaine

Ibrahim KABOĞLU

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/376>

DOI : 10.4000/cemoti.376

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1991

Pagination :

99-115

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Ibrahim KABOĞLU, « L'individualisme dans la Déclaration des droits de 1789 et la 'conception individualisée' dans la Turquie contemporaine », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 12 | 1991, mis en ligne le 30 mars 2004, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/376> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.376>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

L'individualisme dans la Déclaration des droits de 1789 et la 'conception individualisée' dans la Turquie contemporaine

Ibrahim KABOĐLU

RÉSUMÉS

La Déclaration des Droits de 1789 est abordée, à titre introductif, sous l'optique des quatre dimensions de l'individualisme : philosophique, politique, sociologique et économique. L'article est constitué de deux titres : il traite, en premier lieu, l'effet individualiste de la Déclaration des Droits sur les Constitutions ottomane (1876) et républicaine (1924), toutes deux marquées par la philosophie du droit naturel. Par contre la Constitution de 1961, qui représente la génération des constitutions de l'après seconde guerre mondiale, introduit la conception et les mécanismes de l'Etat de Droit dans le système politico-juridique de la Turquie. La deuxième partie de l'article est consacrée à l'actualité du sujet, à savoir la conception des libertés de la Constitution de 1982, qui est en vigueur, et sa mise en pratique. Les droits de l'individu, titulaire des libertés fondamentales sont, d'après la Constitution « inviolables et inaliénables ». Cependant la méfiance vis-à-vis du « collectif » aboutit à une réglementation détaillée et la mise des « groupes associatifs » sous la surveillance étroite des autorités publiques. Il faut souligner que le droit des groupements a été assoupli par la modification constitutionnelle de 1995. L'auteur interroge la conception individualiste par la norme fondamentale et sa pratique. D'après lui, alors que l'individualisme philosophique et l'individualisme politique sont « ambigus », l'aspect économique de l'individualisme est assez net dans la Constitution. Un tel contexte juridique ne fut pas sans impact sur la pratique dans les années 1980. En critiquant l'individualisme à la fois

« réduit » et « poussé », l'auteur conclut son article par la phrase suivante : « La primauté de l'individu ne peut être assurée que par un individualisme qui voit dans la liberté un moyen de réaliser une fin supérieure, le perfectionnement de l'individu ; mais pas le libéralisme, qui n'y voit qu'une fin en soi » .